

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 08/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Ets FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO SARL**

RN 120  
Prentegarde  
15250 Saint-Paul-des-Landes

Références : 20240308-RAPINSP-15-054-fabrude-recyclage-st-Paul-des-Landes

Code AIOT : 0005600159

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2024 dans l'établissement Ets FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO SARL implanté Prentegarde 15250 Saint-Paul-des-Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une opération « territoire propre 2024 » diligentée par la Gendarmerie nationale. Elle vise à cibler les atteintes à l'environnement mais aussi la recherche de véhicules et/ou pièces volées.

C'est dans ce contexte que l'opportunité d'effectuer une visite au titre des Installations Classées s'est présentée.

Ce contrôle a permis, tout d'abord, d'effectuer une visite de l'ensemble des installations en présence du Groupement de Gendarmerie d'Aurillac. Ce contrôle a permis, d'une part, de rappeler à l'exploitant les évolutions réglementaires en matière de sécurité incendie (2 arrêtés du 22 et 23/12/2023 modifiant certains articles d'arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au site), et d'autre part, de faire un point des constats relevés lors de cette visite.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Ets FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO SARL

- Prentegarde 15250 Saint-Paul-des-Landes
- Code AIOT : 0005600159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO est une installation de transit, de tri de déchets divers et de stockage, dépollution, démontage, découpage de véhicules hors d'usage et portant agrément d'un « centre VHU ». Ce site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 24 novembre 1976 complété par l'arrêté préfectoral du 03/07/2020 qui prend en compte les évolutions réglementaires applicables aux installations concernées.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie
- VHU

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est clos sur sa totalité et sécurisé par un dispositif de plusieurs caméras thermiques et infrarouges directement relié à une entreprise spécialisée en cas de déclenchement (intrusion ou départ de feu). Un plan du site est présenté à l'inspection en début de visite. Ce plan n'est pas à jour.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
PC5	Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 5.1.3	Demande d'action corrective
PC7	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 III	Demande d'action corrective
PC8	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 II	Demande d'action corrective
PC9	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 IV	Demande d'action corrective
PC10	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 11 et 13 IV	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 2.5.3	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 2.5.6	Sans objet
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 7.6.2	Sans objet
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 7.6.1/7.6.3	Sans objet
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 4.3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et la gestion des plates-formes par type de déchets est dans l'ensemble bien ordonnée. Il est également à souligner que l'exploitant est en règle concernant les mesures de bruits et de rejets avant lagunage ou encore les vérifications périodiques des éléments de sécurité et de lutte contre l'incendie du site.

Des écarts ont cependant été relevés et portent à la fois sur la présence de mélanges de déchets divers sur des aires non appropriées (sol nu, pas de rétention ad-hoc ou encore à l'air libre suivant la catégorisation du type de déchet) mais aussi sur des hauteurs de déchets (VHU+ pneus) non réglementaires.

Par ailleurs, le dispositif de contrôle de radioactivité était hors service le jour du contrôle.

Ainsi, au regard des écarts évoqués et en se référant aux fiches constats détaillées, il est demandé à l'exploitant :

- de trier les déchets identifiés lors du contrôle et les stocker sur les aires et/ou dans les locaux dédiés (bois, plastiques métaux, batteries). Une attention particulière devra être portée au tas de déchets non triés d'un volume d'environ 20m3 en limite nord du site.
- remettre en service le dispositif mobile de détection des éléments radioactifs en entrée de site ;

L'ensemble des écarts mentionnés ci-dessus devront être régularisés **sans délais** à réception du présent rapport.

Par ailleurs, le plan général du site devra être réactualisé en prenant en compte les modifications de l'emplacement et/ou suppression de certaines plates-formes de tri. Un délai d'un mois est accordé à l'exploitant à réception de ce courrier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder tous les 3 ans à des mesures de niveaux sonores telle que définies à l'article 6.2 du présent arrêté
<b>Constats :</b>  L'exploitant est à jour concernant les études de bruits qui lui sont demandées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : PC2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 2.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant fait procéder tous les ans à des analyses sur les rejets aqueux de l'installatio. Elles sont définies à l'article 4.4.2 du présent arrêté
<b>Constats :</b>  L'exploitant est à jour concernant ce point. La dernière analyse de rejets (pluvial+plateforme) a été effectuée en décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : PC3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification périodique par un organisme extérieur des éléments de sécurité et de lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b>  L'exploitant a contractualisé avec une entreprise privée sur ce point. Ces éléments sont vérifiés annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : PC4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 7.6.1/7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à AP d'autorisation sus-visée, l'établissement doit être doté de moyens adaptés aux risques à défendre que ce soit en terme de sécurité incendie et de disponibilité de la ressource en eau en cas de début d'incendie. Un rapport d'inspection en date du 08/07/2021 faisant suite à une visite in-situ rappelait ce point précis à l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Cette non conformité relevée lors d'une précédente inspection a été levée ce jour. Un document est disponible sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : PC5

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de contrôle de radioactivité (portique ou mobile) est installée à l'entrée du site
<b>Constats :</b>

Ce dispositif était absent lors du contrôle. L'exploitant souligne qu'un appareil mobile est habituellement utilisé mais n'est plus fonctionnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 0 jour

**N° 6 : PC6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2020, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de traitement de type débourbeur déshuileur sont périodiquement vidangés (au moins 1 fois tous les 2 ans)
<b>Constats :</b>  Le site possède 3 dispositifs de traitement avant rejet. Des curages sont effectués et les boues sont évacuées par un organisme agréé. (factures à l'appui+ présence dans GEREPE)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : PC7**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention
<b>Constats :</b>  un stock d'un volume d'environ 2m3 de batteries automobile est entreposé sur palettes à l'air libre en l'absence de moyen de rétentions ad-hoc.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

**N° 8 : PC8**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres
<b>Constats :</b>  La zone dédiée à l'entreposage des pneumatiques usagés possède une hauteur de plus de 3 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour



**N° 9 : PC9**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
<b>Constats :</b>  Un gerbage de Véhicules Hors d'Usages dépollués a été constaté et les véhicules empilées sur une hauteur d'environ 5 mètres
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

**N° 10 : PC10**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 11 et 13 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VI
<b>Prescription contrôlée :</b> 11 I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes[...] Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement [...]  13 IV Les aires de réception, de transit, regroupement[...]doivent être distinctes et clairement repérées[...] Les zones d'entreposage sont distinguées [...] de l'opération réalisée[...]
<b>Constats :</b>  Des tas de déchets dangereux et non dangereux ont été constatés en attente de tri et/ou déjà triés sur des aires non dédiées. Il s'agit principalement de bois, de plastiques, de bidons possédant des étiquettes de dangerosité ou encore des bouteilles de gaz sous pression. On note également un tas de déchets divers en limite ouest du site d'un volume d'environ 20m3 présent sur une aire non dédiée et non appropriée (reposant sur sol nu). L'ensemble des déchets sus-visés est entreposé sur des aires non dédiées et leur destination n'est pas identifiée par un marquage clair. De plus certains de ces déchets sont susceptibles de créer une pollution facilitée par un contact direct avec un sol nu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour